

« La sécurité et le développement sont des conditions préalables à une paix durable dans les régions touchées par le fléau de la guerre, du terrorisme, de la criminalité organisée, de la corruption, de l'instabilité et de la pauvreté, notamment dans la région du Sahel, en Somalie, au Nigeria, au Soudan du Sud et en République centrafricaine », indique la déclaration du sommet du G7 qui s'est tenu à Bruxelles, les 4 et 5 juin 2014.

Dans de nombreux pays du Sud, notamment les plus pauvres, l'agriculture est un moteur du développement. Elle est donc un élément essentiel de leur stabilité politique et économique. Cette thèse, qui semble évidente, a pourtant été souvent ignorée ou négligée par les organisations internationales et les gouvernements au cours des dernières décennies : il a fallu attendre les « émeutes de la faim » de 2007-2008 pour redécouvrir les vertus du développement agricole pour la croissance, l'emploi et la réduction de la pauvreté. Certains conflits récents, ainsi que l'expansion des trafics en tous genres (drogues, armes, êtres humains, etc.) et des zones de non-droit, en particulier en Afrique et au Moyen-Orient, interrogent sur les relations existant entre le non-développement agricole et l'insécurité.

Tel est l'objectif principal de ce colloque, qui constitue un volet d'un programme de travail associant la fondation FARM et le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) : montrer en quoi la déshérence de l'agriculture est un facteur de conflictualité, en s'appuyant sur les exemples des zones saharo-sahéliennes et de certains pays arabes. Il ne s'agit évidemment pas de nier le complexe écheveau des multiples éléments - lutte pour le contrôle des ressources, rivalités ethniques, dissensions religieuses, etc. - qui concourent à l'instabilité des régions concernées, mais d'examiner plus particulièrement comment le désengagement de l'Etat du secteur agricole, ou son incapacité à créer un cadre favorable à l'agriculture, ont été des facteurs causaux ou aggravants. Pour les responsables politiques, comme pour la communauté internationale, l'enjeu est de taille : identifier les principaux déterminants du non-développement agricole (faiblesse de l'intervention étatique, baisse de l'aide publique au développement en faveur de l'agriculture, difficultés d'accès au foncier, etc.), contribuant à la paupérisation du monde rural, pourrait permettre de prévenir les risques de crise et de conflit.

Inscription et informations : www.fondation-farm.org/agriculture-insecurite

Contact : farm-colloque@fondation-farm.org

00 33 (0)1 57 72 07 19



Fondation pour l'agriculture
et la ruralité dans le monde
RECONNUE D'UTILITE PUBLIQUE

Pluriagri

La Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde est soutenue par



Pluriagri est une association formée par

COLLOQUE

Agriculture délaissée : terreau de l'insécurité

16 décembre 2014

Centre de conférences de l'OCDE, Paris
2, rue André Pascal, Paris 16ème



Fondation pour l'agriculture
et la ruralité dans le monde
RECONNUE D'UTILITE PUBLIQUE

Pluriagri

En partenariat avec



Avec le soutien de



Agriculture délaissée : terreau de l'insécurité

8h30 - 9h00	Accueil café
9h00 - 9h30	Ouverture du colloque par René Carron , président de FARM et Jean-François Isambert , président de Pluriagri
9h30 - 10h00	Intervention de Jean-Christophe Roubin , conseiller diplomatique de Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
10h00 - 10h20	Cadrage : Jouer la carte du développement agricole pour prévenir les crises ? Olivier Ray , responsable de la cellule prévention des crises et sorties de conflits, Agence française de développement
10h20 - 11h35	Déshérence agricole et insécurité : témoignages d'agriculteurs <i>En quoi le non-développement agricole a-t-il contribué à déclencher ou à accroître l'instabilité politique et économique dans certaines régions ? En retour, comment l'agriculture et, plus largement, les communautés rurales sont-elles affectées par les conflits et les trafics ? Les intervenants donneront leur point de vue notamment sur le rôle des organisations de producteurs, le défi de l'emploi pour les jeunes et la place des femmes dans le développement agricole.</i> Président de séance et modérateur : Nicolas Gergely , consultant sur l'agriculture en Afrique de l'Ouest ; co-animateur Fabrice Larue , FARM <ul style="list-style-type: none"> • Boureïma Dodo, secrétaire exécutif, Réseau des organisations d'éleveurs et de pasteurs d'Afrique de l'Ouest, Billital Maroobe, Niger • Hamidou Touré, secrétaire exécutif, organisation paysanne Baabahu Jici, Mali • Amina Bala Jibrin, présidente, organisation paysanne ASSAPIN, Nigéria <p style="text-align: center;">Débat avec la salle</p>
11h35 - 13h00	Instabilité au Sahel : non-développement agricole, conflits et trafics <i>Quelle est la part du désengagement de l'agriculture dans les multiples facteurs responsables de l'insécurité dans les zones saharo-sahéliennes ? Comment les Etats, les bailleurs de fonds et les organisations internationales peuvent-ils créer un cadre favorable à l'activité agricole pour réduire les risques de conflits et de trafics ?</i> Président de séance et modérateur : Pierre Jacquemot , ancien ambassadeur de France, président du GRET <ul style="list-style-type: none"> • Thierry Vircoulon, directeur de projet pour l'Afrique centrale, International Crisis Group • Nango Dembélé, commissaire à la Sécurité alimentaire du Mali • Mohamed Baye, chef d'unité pour la Promotion de la gouvernance, Stratégie de développement et sécurité dans les zones sahélo-sahariennes Niger • Philippe Steinmetz, chef de projets dans la division agriculture, développement rural et biodiversité de l'AFD <p style="text-align: center;">Débat avec la salle</p>

13h00 - 14h30	<i>Déjeuner sur place</i>
14h30 - 15h30	Agriculture : moderniser sans déstabiliser <i>Améliorer la productivité de l'agriculture africaine est un impératif pour accroître le revenu agricole et approvisionner à des prix abordables les villes en pleine expansion. Mais une modernisation non maîtrisée de ce secteur risque également de marginaliser une partie du monde rural, compte tenu de la croissance démographique et des besoins d'emploi des jeunes. Quelles conditions réunir, en particulier en matière de politique agricole, pour que la transformation économique en cours en Afrique soit socialement supportable et ne constitue pas un facteur de déstabilisation ?</i> Modérateur : Erik Orsenna , conseiller d'État honoraire, écrivain, membre de l'Académie française, vice-président de FARM Face-à-face : <ul style="list-style-type: none"> • Lionel Zinsou, président de PAI Partners • Ibrahima Coulibaly, président de la CNOP, vice-président du ROPPA, ambassadeur spécial de la FAO pour l'Année internationale de l'agriculture familiale <p style="text-align: center;">Débat avec la salle</p>
15h30 - 17h00	Les racines agraires des bouleversements arabes <i>En quoi les tensions sociales dans le monde rural, liées notamment au retrait de l'Etat et aux rivalités sur l'accès au foncier, ont-ils été des facteurs déterminants des révolutions ou des conflits récents dans certains pays arabes ? Les politiques actuellement mises en œuvre sont-elles de nature à favoriser un développement de l'agriculture et à réduire ces tensions ?</i> Président de séance et modérateur : Contre-amiral Jean-François Coustillièr , JFC Conseil, spécialiste des relations internationales en Méditerranée Table ronde : <ul style="list-style-type: none"> • Alia Gana, directrice de recherche au CNRS, en affectation à l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC), Tunis • Pierre Blanc, enseignant-chercheur en géopolitique, Sciences Po Bordeaux et Bordeaux Sciences Agro • Rachid Benaïssa, ancien ministre algérien de l'Agriculture et du Développement rural • Flavien Bourrat, responsable Méditerranée à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (IRSEM) <p style="text-align: center;">Débat avec la salle</p>
17h00 - 17h30	Clôture du colloque par Mariam Diallo , sous-directrice en charge de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement humain, ministère des Affaires étrangères et du Développement international
17h30	Cocktail de clôture